

COMMUNE
DE
VILLENEUVE-
LA-GARENNE
92390

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Membres en exercice : 35
Membres présents : 32
Membres représentés : 2
Membres absents : 1
Membres votants : 34

L'an deux mille vingt-six, le jeudi neuf avril à dix-huit heures, le Conseil municipal de la Commune de Villeneuve-la-Garenne légalement convoqué par M. Pascal PELAIN Maire, par convocations en date du vendredi 10 avril 2026 envoyées par voie dématérialisée le même jour, conformément aux dispositions des articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales, s'est réuni à la salle du Conseil municipal de la Ville de Villeneuve-la-Garenne sous la présidence de son Maire.

ETAIENT PRESENTS :

M. Pascal PELAIN, Maire de Villeneuve-la-Garenne,

M. Arnaud PERICARD, M. Bachir HADDOUCHE, Mme. Leila LARIK, M. Frédéric RARCHAERT, Mme. Zoubida KHATTALA, M. Alain-Xavier FRANÇOIS, Mme. Sandrine HERTIG, M. Lahcen BAYLAL, Mme. Eduarda PINTO, Mme. Mohamed AMAGHAR, Mme. Amal MIR M. Cidki CISSE, Maire-adjoints,

Mme Fatma SERIR, Mme. Annabelle MOUNDOUNGA, M. Salah KOBBI, M. Mohamed HAMMADI, M. Jérémie LAGARDE, M. Mustapha AMZIL, M. Ridha BEN RHOUMA, M. Larbi OUHAMMOU, Mme Joanna MOHAMED, M. Erick PELEAU, Mme. Samira BELHADI, Mme Salima NASRI, Mme Hayet TRABELSI, Mme. Huguette CAUCHOIS, M. Alexandre SARTRE, Mme Sarah YOUNES, M. Soufiane IKAEN, Mme. Shama ZAHRI, M. Denis DATCHARRY, Conseillers municipaux.

POUVOIRS :

Mme. Fatima AAZIZ, Maire-adjoint, donne pouvoir à Mme LARIK
Mme Christelle RENAUD, Conseillère municipale, donne pouvoir à M. PELAIN,

ABSENTS :

M. Abdelaziz BENTAJ, Conseiller municipal.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Amal MIR, Maire-adjointe, désignée en séance conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

APPROBATION DES MODIFICATIONS STATUTAIRES CORRELATIVES A L'AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE A REALISER EN 2025

MONSIEUR LE MAIRE EXPOSE AU CONSEIL

Qu'à la suite de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire, la rédaction de l'article 6 (*Capital social*) des statuts de la société QUODAM serait modifiée comme suit :

« *CAPITAL SOCIAL* »

ARTICLE SIX

Le capital social est fixé à SIX MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE-SEPT MILLE CINQ CENT SOLXANTE-NEUF euros (6.757.569 €).

Il est divisé en QUATRE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TROIS (4.683) actions de MILLE QUATRE CENT QUARANTE TROIS EUROS (1.443 €) de valeur nominale chacune, souscrites en numéraire et dont au moins 50 pour 100 (50%) et au plus 85 pour 100 (85%) doivent appartenir aux collectivités locales ou groupements de ces collectivités.

Il pourra être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous. »

LE CONSEIL,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les projets des statuts,

Oùï les explications de M. le Maire,

Et après en avoir délibéré,

DELIBERE :

- approuve sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire, les modifications statutaires portant sur le capital social de la société QUODAM telles que présentées ci-dessus ;
- approuve le projet de statuts modifiés tel qu'il figure en annexe à la présente délibération ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tous actes et documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

APPROUVE

Sous réserve de la réalisation de l'apport en nature et de l'augmentation de capital en numéraire, les modifications statutaires portant sur le capital social et la gouvernance de la société QUODAM telles que présentées ci-dessus,

Le projet de statuts modifiés tel qu'il figure en annexe de la présente délibération,

DIT

Que les montants sont inscrits au budget communal.

Que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Villeneuve-la-Garenne dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L411-7 CRPA).

Que la présente délibération municipale pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise par courrier ou sur le site télérécourts citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Pour extrait conforme au registre.



Pascal PELAIN

Maire de Villeneuve-la-Garenne
Président de l'EPT Boucle Nord de Seine
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris
Conseiller Régional d'Île-de-France